Ce document constitue un outil de documentation et n'engage pas la responsabilité des institutions

►B

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 7 décembre 2012

concernant une participation financière complémentaire aux programmes de contrôle, d'inspection et de surveillance de la pêche des États membres pour 2012

[notifiée sous le numéro C(2012) 8967]

(Les textes en langues allemande, anglaise, bulgare, danoise, espagnole, finnoise, française, grecque, italienne, lettone, lituanienne, maltaise, néerlandaise, polonaise, portugaise et suédoise sont les seuls faisant foi.)

(2012/830/UE)

(JO L 356 du 22.12.2012, p. 78)

Rectifiée par:

►C1 Rectificatif, JO L 173 du 26.6.2013, p. 71 (2012/830/UE)

►C2 Rectificatif, JO L 59 du 28.2.2014, p. 43 (2012/830/UE)

▼B

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 7 décembre 2012

concernant une participation financière complémentaire aux programmes de contrôle, d'inspection et de surveillance de la pêche des États membres pour 2012

[notifiée sous le numéro C(2012) 8967]

(Les textes en langues allemande, anglaise, bulgare, danoise, espagnole, finnoise, française, grecque, italienne, lettone, lituanienne, maltaise, néerlandaise, polonaise, portugaise et suédoise sont les seuls faisant foi.)

(2012/830/UE)

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (CE) nº 861/2006 du Conseil du 22 mai 2006 portant mesures financières communautaires relatives à la mise en œuvre de la politique commune de la pêche et au droit de la mer ([1]), et notamment son article 21,

considérant ce qui suit:

(1) Sur la base des demandes de cofinancement de l'Union présentées par les États membres pour leurs programmes de contrôle de la pêche pour l'année 2012, la Commission a adopté la décision d'exécution 2012/294/UE du 25 mai 2012 concernant une participation financière de l'Union aux programmes de contrôle, d'inspection et de surveillance de la pêche présentés par les États membres pour 2012 ([2]), qui a laissé une partie des crédits budgétaires disponibles en 2012 inutilisée.

(2) Il convient donc que cette partie inutilisée du budget 2012 soit allouée par une nouvelle décision.

(3) Conformément à l'article 21, paragraphe 2, du règlement (CE) nº 861/2006, les États membres ont été invités à présenter des programmes relatifs à un financement complémentaire dans les domaines prioritaires définis par la Commission dans sa lettre aux États membres du 25 avril 2012, c'est-à-dire des projets visant à améliorer le système de contrôle d'un État membre, sélectionner conjointement par l'État membre et la Commission, la mesure de la puissance des moteurs et la traçabilité des produits de la pêche. Les exigences à remplir par les opérateurs et/ou les États membres qui investissent dans des projets de traçabilité ont été définies par la Commission dans sa lettre du 14 mai 2012.

([1]) JO L 160 du 14.6.2006, p. 1.
([2]) JO L 150 du 9.6.2012, p. 86.

▼B

(4) Sur cette base, et compte tenu des contraintes budgétaires, les demandes de financement de l'Union dans le cadre des programmes relatives à des actions telles que les projets pilotes, la construction ou la modernisation des navires et aéronefs de patrouille, et les projets de formation sans lien avec les améliorations à apporter aux systèmes de contrôle des États membres ont été rejetées étant donné qu'elles n'étaient pas consacrées aux domaines prioritaires susmentionnés. Dans le cadre des domaines prioritaires indiqués par la Commission, tous les projets au titre des programmes n'ont pas pu être retenus en raison de contraintes budgétaires. La Commission a dû sélectionner les projets à cofinancer sur la base des améliorations à apporter aux systèmes de contrôle des États membres et des exigences définies par la Commission aux fins de la traçabilité. Les demandes de financement portant sur des actions énumérées à l'article 8, paragraphe 1, point a), du règlement (CE) nº 861/2006 peuvent bénéficier d'un financement de l'Union.

(5) En ce qui concerne les projets en matière de traçabilité, il est important de veiller à ce qu'ils soient élaborés sur la base de normes internationales reconnues, conformément à l'article 67, paragraphe 8, du règlement d'exécution (UE) nº 404/2011 de la Commission ([1]).

(6) Les demandes de financement de l'Union ont fait l'objet d'une évaluation de leur conformité avec les règles définies dans le règlement (CE) nº 391/2007 de la Commission du 11 avril 2007 fixant les modalités d'application du règlement (CE) nº 861/2006 du Conseil en ce qui concerne les dépenses consenties par les États membres pour la mise en œuvre des régimes de suivi et de contrôle applicables à la politique commune de la pêche ([2]).

(7) La Commission a évalué les projets dont le coût n'excède pas 40 000 EUR hors TVA, et a retenu ceux pour lesquels il est justifié de prévoir un cofinancement de l'Union à la lumière des améliorations qu'ils sont susceptibles d'apporter au système de contrôle des États membres demandeurs.

(8) Il convient de fixer les montants maximaux et le taux de la participation financière de l'Union dans les limites prévues à l'article 15 du règlement (CE) nº 861/2006 et d'établir les conditions dont cette participation est assortie.

(9) Afin d'encourager les investissements dans les actions prioritaires définies par la Commission et compte tenu de l'incidence négative de la crise financière sur les budgets des États membres, il importe que les dépenses relatives aux domaines prioritaires susmentionnés bénéficient d'un taux de cofinancement élevé, dans les limites fixées à l'article 15 du règlement (CE) nº 861/2006.

(10) Pour pouvoir bénéficier d'une participation de l'Union, il convient que les projets cofinancés au titre du présent règlement soient conformes à toutes les dispositions applicables de la législation de l'Union et, en particulier, au règlement d'exécution (UE) nº 404/2011.

([1]) JO L 112 du 30.4.2011, p. 1.
([2]) JO L 97 du 12.4.2007, p. 30.

▼B

(11) Les mesures prévues à la présente décision sont conformes à l'avis du comité de la pêche et de l'aquaculture,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

Objet

La présente décision prévoit une participation financière complémentaire de l'Union aux dépenses effectuées par les États membres en 2012 dans le cadre de la mise en œuvre des régimes de suivi et de contrôle applicables à la politique commune de la pêche (PCP), conformément à l'article 8, paragraphe 1, point a), du règlement (CE) nº 861/2006. Elle fixe le montant de la participation financière de l'Union allouée à chaque État membre, le taux de cette participation et les conditions dont elle est assortie.

Article 2

Liquidation des engagements en cours

Tous les paiements qui font l'objet d'une demande de remboursement sont effectués par l'État membre concerné au plus tard le 30 juin 2016. Les paiements effectués par un État membre après ce délai ne peuvent bénéficier d'un remboursement. Les crédits budgétaires inutilisés qui concernent la présente décision sont dégagés au plus tard le 31 décembre 2017.

Article 3

Nouvelles technologies et réseaux informatiques

1. Les dépenses consenties, en ce qui concerne les projets visés à l'annexe I, pour la mise en place de nouvelles technologies et de réseaux informatiques permettant une collecte et une gestion efficaces et sûres des données en liaison avec le suivi, le contrôle et la surveillance des activités de pêche donnent droit à une participation financière à concurrence de 90 % des dépenses admissibles, dans les limites fixées dans ladite annexe.

2. En ce qui concerne les projets de traçabilité, la contribution de l'Union européenne est limitée à un montant de 1 000 000 EUR dans le cas d'investissements effectués par les autorités des États membres, et de 250 000 EUR dans le cas d'investissements privés. Le nombre total de projets de traçabilité réalisés par des opérateurs privés est limité à 8 par État membre et par décision de financement.

3. Pour pouvoir bénéficier de la participation financière visée au paragraphe 2, tous les projets cofinancés en vertu de la présente décision doivent répondre aux exigences applicables prévues au règlement (CE) nº 1224/2009 du Conseil [1] et au règlement d'exécution (UE) nº 404/2011.

[1] JO L 343 du 22.12.2009, p. 1.

▼B

Article 4

Dispositifs automatiques de localisation

1. Les dépenses consenties, en ce qui concerne les projets visés à l'annexe II, pour l'acquisition et l'installation à bord des navires de pêche de dispositifs automatiques de localisation permettant à un centre de surveillance de la pêche de suivre la trajectoire des navires à distance au moyen d'un système de surveillance des navires (VMS) peuvent bénéficier d'une participation financière à concurrence de 90 % des dépenses admissibles, dans les limites fixées dans ladite annexe.

2. La participation financière visée au paragraphe 1 est calculée sur la base d'un prix plafonné à 2 500 EUR par navire.

3. Pour pouvoir bénéficier de la participation financière visée au paragraphe 1, les dispositifs automatiques de localisation doivent remplir les conditions fixées par le règlement d'exécution (UE) nº 404/2011.

Article 5

Systèmes d'enregistrement et de communication électroniques

Les dépenses consenties, en ce qui concerne les projets visés à l'annexe III, pour le développement, l'acquisition et l'installation des éléments nécessaires aux systèmes d'enregistrement et de communication électroniques, assistance technique comprise, en vue de permettre un échange d'informations efficace et sûr en matière de suivi, de contrôle et de surveillance des activités de pêche peuvent bénéficier d'une participation financière à concurrence de 90 % des dépenses admissibles, dans les limites fixées dans ladite annexe.

Article 6

Dispositifs d'enregistrement et de communication électroniques

1. Les dépenses consenties, en ce qui concerne les projets visés à l'annexe IV, pour l'acquisition et l'installation à bord des navires de pêche de dispositifs d'enregistrement et de communication électroniques permettant aux navires d'enregistrer et de communiquer à un centre de surveillance de la pêche, par voie électronique, les données relatives aux activités de pêche peuvent bénéficier d'une participation financière à concurrence de 90 % des dépenses admissibles, dans les limites fixées dans ladite annexe.

2. La participation financière visée au paragraphe 1 est calculée sur la base d'un prix plafonné à 3 000 EUR par navire, sans préjudice du paragraphe 4.

3. Pour pouvoir bénéficier d'une participation financière, les dispositifs électroniques d'enregistrement et de communication doivent remplir les conditions fixées conformément au règlement d'exécution (UE) nº 404/2011.

4. Dans le cas des dispositifs combinant des fonctions d'enregistrement et de communication électroniques et de surveillance des navires et remplissant les conditions fixées par le règlement d'exécution (UE) nº 404/2011, la participation financière visée au paragraphe 1 du présent article est calculée sur la base d'un prix plafonné à 4 500 EUR par navire.

▼B

Article 7

Participation totale maximale de l'Union ventilée par État membre

Les dépenses prévues, la part admissible s'y rapportant et la participation maximale de l'Union par État membre sont les suivantes:

(EUR)

État membre	Dépenses prévues dans le programme national complémentaire de contrôle de la pêche	Dépenses pour les projets retenus au titre de la présente décision	Participation maximale de l'Union européenne
Belgique	194 250	94 250	84 825
Bulgarie	30 678	30 678	27 610
Danemark	5 055 113	3 522 171	2 941 347
Allemagne	4 511 100	425 000	382 500
Irlande	52 005 000	1 000 000	900 000
Grèce	1 246 750	1 246 750	1 122 075
Espagne	10 528 653	7 029 087	6 326 179
France	4 815 437	3 349 587	3 014 628
Italie	9 299 000	2 880 000	2 592 000
Lettonie	76 355	76 355	68 719
Lituanie	150 462	150 462	135 416
Malte	1 098 060	951 860	856 674
Pays-Bas	2 639 439	250 000	225 000
Autriche	409 102	128 179	115 361
Pologne	4 771 695	1 516 741	1 365 067
Portugal	2 013 500	1 863 500	1 677 150
Finlande	2 560 000	2 280 000	2 052 000
Suède	2 980 000	2 900 000	2 610 000
Royaume-Uni	1 284 738	545 284	490 755
Total	**105 669 332**	**30 239 904**	**26 987 307**

Article 8

Destinataires

Le Royaume de Belgique, la République de Bulgarie, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, l'Irlande, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, la République italienne, la République de Lettonie, la République de Lituanie, la République de Malte, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République de Pologne, la République portugaise, la République de Finlande, le Royaume de Suède et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sont destinataires de la présente décision.

▼C2

ANNEXE I

NOUVELLES TECHNOLOGIES ET RÉSEAUX INFORMATIQUES

(en EUR)

État membre et code du projet	Dépenses prévues dans le programme national complémentaire de contrôle de la pêche	Dépenses pour les projets retenus au titre de la présente décision	Participation maximale de l'Union
Belgique:			
BE/12/08	30 000	30 000	27 000
BE/12/09	4 250	4 250	3 825
BE/12/10	100 000	0	0
Sous-total	***134 250***	***34 250***	***30 825***
Bulgarie:			
BG/12/02	30 678	30 678	27 610
Sous-total	***30 678***	***30 678***	***27 610***
Danemark:			
DK/12/20	336 419	0	0
DK/12/22	269 136	0	0
DK/12/23	538 271	0	0
DK/12/24	134 568	134 568	121 111
DK/12/25	95 637	0	0
DK/12/26	158 911	0	0
DK/12/27	275 864	275 864	248 278
DK/12/28	272 500	272 500	245 250
DK/12/29	281 265	281 265	250 000
DK/12/30	282 592	282 592	250 000
DK/12/31	280 439	280 439	250 000
DK/12/32	296 049	296 049	250 000
DK/12/33	262 407	262 407	235 870
DK/12/34	269 136	269 136	242 222
DK/12/35	22 000	22 000	19 800
DK/12/36	405 000	405 000	250 000
DK/12/37	375 000	375 000	250 000
DK/12/38	163 500	163 500	147 150
Sous-total	***4 718 694***	***3 320 319***	***2 759 681***
Allemagne:			
DE/12/23	400 000	400 000	360 000
DE/12/24	165 000	0	0
DE/12/25	250 000	0	0
DE/12/27	358 000	0	0
DE/12/28	110 000	0	0
DE/12/29	350 000	0	0
DE/12/30	95 000	0	0
DE/12/31	443 100	0	0

▼C2

(en EUR)

État membre et code du projet	Dépenses prévues dans le programme national complémentaire de contrôle de la pêche	Dépenses pour les projets retenus au titre de la présente décision	Participation maximale de l'Union
DE/12/32	650 000	0	0
DE/12/33	970 000	0	0
DE/12/34	275 000	0	0
DE/12/35	420 000	0	0
Sous-total	***4 486 100***	***400 000***	***360 000***
Irlande:			
IE/12/06	20 000	0	0
IE/12/08	70 000	0	0
Sous-total	***90 000***	***0***	***0***
Grèce:			
EL/12/11	180 000	180 000	162 000
EL/12/12	750 000	750 000	675 000
EL/12/13	180 000	180 000	162 000
EL/12/14	26 750	26 750	24 075
EL/12/15	110 000	110 000	99 000
Sous-total	***1 246 750***	***1 246 750***	***1 122 075***
Espagne:			
ES/12/02	939 263	939 263	845 336
ES/12/03	974 727	974 727	877 255
ES/12/05	795 882	795 883	716 294
ES/12/06	759 305	759 305	683 375
ES/12/08	163 250	163 250	146 925
ES/12/09	72 000	72 000	64 800
ES/12/10	100 000	100 000	90 000
ES/12/11	379 000	379 000	341 100
ES/12/12	490 000	490 000	441 000
ES/12/13	150 000	150 000	135 000
ES/12/15	150 000	0	0
ES/12/18	54 000	54 000	48 600
ES/12/19	290 440	290 440	261 396
ES/12/21	17 500	17 500	15 750
ES/12/22	681 000	0	0
ES/12/23	372 880	372 880	335 592
ES/12/24	415 254	0	0
Sous-total	***6 804 501***	***5 558 247***	***5 002 423***
France:			
FR/12/08	777 600	777 600	699 840
FR/12/09	870 730	870 730	783 656
FR/12/10	229 766	229 766	206 789
FR/12/11	277 395	277 395	249 656
FR/12/12	230 363	230 363	207 327

▼C2

(en EUR)

État membre et code du projet	Dépenses prévues dans le programme national complémentaire de contrôle de la pêche	Dépenses pour les projets retenus au titre de la présente décision	Participation maximale de l'Union
FR/12/13	197 403	197 403	177 663
FR/12/14	450 000	450 000	405 000
FR/12/15	211 500	0	0
FR/12/16	274 330	274 330	246 897
FR/12/17	254 350	0	0
Sous-total	***3 773 437***	***3 307 587***	***2 976 828***
Italie:			
IT/12/13	135 000	135 000	121 500
IT/12/15	125 000	125 000	112 500
IT/12/16	retirée	0	0
IT/12/17	250 000	250 000	225 000
IT/12/18	250 000	0	0
IT/12/19	630 000	630 000	567 000
IT/12/21	1 500 000	1 500 000	1 350 000
IT/12/22	311 000	0	0
IT/12/23	38 000	0	0
IT/12/26	1 900 000	0	0
Sous-total	***5 139 000***	***2 640 000***	***2 376 000***
Lettonie:			
LV/12/02	6 732	6 732	6 058
LV/12/03	58 350	58 350	52 515
Sous-total	***65 082***	***65 082***	***58 573***
Lituanie:			
LT/12/04	150 462	150 462	135 416
Sous-total	***150 462***	***150 462***	***135 416***
Malte:			
MT/12/04	30 000	30 000	27 000
MT/12/07	261 860	261 860	235 674
Sous-total	***291 860***	***291 860***	***262 674***
Pays-Bas:			
NL/12/07	250 000	250 000	225 000
NL/12/08	278 172	0	0
NL/12/09	277 862	0	0
NL/12/10	286 364	0	0
NL/12/11	276 984	0	0
NL/12/12	129 398	0	0
NL/12/13	129 500	0	0
NL/12/14	200 000	0	0
NL/12/15	230 000	0	0
NL/12/16	136 329	0	0

▼C2

(en EUR)

État membre et code du projet	Dépenses prévues dans le programme national complémentaire de contrôle de la pêche	Dépenses pour les projets retenus au titre de la présente décision	Participation maximale de l'Union
NL/12/17	19 300	0	0
NL/12/18	36 120	0	0
NL/12/19	89 860	0	0
NL/12/20	299 550	0	0
Sous-total	***2 639 439***	***250 000***	***225 000***
Autriche:			
AT/12/01	128 179	128 179	115 361
AT/12/02	280 923	0	0
Sous-total	***409 102***	***128 179***	***115 361***
Pologne:			
PL/12/02	103 936	0	0
PL/12/04	41 028	0	0
PL/12/06	15 955	0	0
PL/12/07	40 500	0	0
PL/12/08	1 000 000	1 000 000	900 000
PL/12/09	172 600	0	0
PL/12/10	1 505 000	0	0
PL/12/11	208 760	0	0
PL/12/12	227 350	0	0
PL/12/13	240 300	0	0
PL/12/14	323 000	323 000	290 700
PL/12/15	181 000	0	0
PL/12/16	416 000	0	0
Sous-total	***4 475 429***	***1 323 000***	***1 190 700***
Portugal:			
PT/12/08	25 000	25 000	22 500
PT/12/10	150 000	150 000	135 000
PT/12/11	150 000	0	0
Sous-total	***325 000***	***175 000***	***157 500***
Finlande:			
FI/12/11	1 000 000	1 000 000	900 000
FI/12/12	1 000 000	1 000 000	900 000
FI/12/13	280 000	280 000	252 000
FI/12/14	280 000	0	0
Sous-total	***2 560 000***	***2 280 000***	***2 052 000***
Suède:			
SE/12/07	850 000	850 000	765 000
SE/12/08	750 000	750 000	675 000
SE/12/09	300 000	300 000	270 000
SE/12/10	1 000 000	1 000 000	900 000

▼C2

(en EUR)

État membre et code du projet	Dépenses prévues dans le programme national complémentaire de contrôle de la pêche	Dépenses pour les projets retenus au titre de la présente décision	Participation maximale de l'Union
SE/12/11	80 000	0	0
Sous-total	***2 980 000***	***2 900 000***	***2 610 000***
Royaume-Uni:			
UK/12/51	122 219	122 219	109 997
UK/12/52	564 086	0	0
UK/12/54	50 141	50 141	45 127
UK/12/55	43 873	43 873	39 486
UK/12/56	122 219	122 219	109 997
UK/12/73	12 535	12 535	11 282
UK/12/74	162 958	162 958	146 662
Sous-total	***1 078 032***	***513 945***	***462 551***
Total	**41 397 816**	**24 615 360**	**21 925 217**

▼B

ANNEXE II

DISPOSITIFS AUTOMATIQUES DE LOCALISATION

(EUR)

État membre et code du projet	Dépenses prévues dans le programme national complémentaire de contrôle de la pêche	Dépenses pour les projets retenus au titre de la présente décision	Participation maximale de l'Union européenne
Allemagne:			
DE/12/22	25 000	25 000	22 500
Sous-total	***25 000***	***25 000***	***22 500***
Espagne:			
ES/12/17	1 256 340	0	0
ES/12/20	326 124	0	0
Sous-total	***1 582 464***	***0***	***0***
Italie:			
IT/12/12	240 000	240 000	216 000
IT/12/14	130 000	0	0
IT/12/20	3 400 000	0	0
Sous-total	***3 770 000***	***240 000***	***216 000***
Malte:			
MT/12/03	146 200	0	0
MT/12/05	400 000	400 000	360 000
Sous-total	***546 200***	***400 000***	***360 000***
Total	**5 923 664**	**665 000**	**598 500**

▼C1

ANNEXE III

SYSTÈMES D'ENREGISTREMENT ET DE COMMUNICATION ÉLECTRONIQUES

(en EUR)

État membre et code du projet	Dépenses prévues dans le programme national complémentaire de contrôle de la pêche	Dépenses pour les projets retenus au titre de la présente décision	Participation maximale de l'Union européenne
Belgique:			
BE/12/07	60 000	60 000	54 000
Sous-total	***60 000***	***60 000***	***54 000***
Danemark:			
DK/12/19	201 852	201 852	181 666
DK/12/21	134 567	0	0
Sous-total	***336 419***	***201 852***	***181 666***
Irlande:			
IE/12/05	1 000 000	1 000 000	900 000
Sous-total	***1 000 000***	***1 000 000***	***900 000***
Espagne:			
ES/12/04	1 207 352	1 207 352	1 086 617
ES/12/07	263 488	263 488	237 139
Sous-total	***1 470 840***	***1 470 840***	***1 323 756***
France:			
FR/12/18	42 000	42 000	37 800
Sous-total	***42 000***	***42 000***	***37 800***
Lettonie:			
LV/12/01	11 273	11 273	10 146
Sous-total	***11 273***	***11 273***	***10 146***
Malte:			
MT/12/06	260 000	260 000	234 000
Sous-total	***260 000***	***260 000***	***234 000***
Pologne:			
PL/12/03	170 948	170 948	153 853
PL/12/05	22 793	22 793	20 514
Sous-total	***193 741***	***193 741***	***174 367***
Portugal:			
PT/12/09	75 000	75 000	67 500
Sous-total	***75 000***	***75 000***	***67 500***
Total	**3 449 274**	**3 314 706**	**2 983 235**

▼B

ANNEXE IV

DISPOSITIFS D'ENREGISTREMENT ET DE COMMUNICATION ÉLECTRONIQUES

(EUR)

État membre et code du projet	Dépenses prévues dans le programme national complémentaire de contrôle de la pêche	Dépenses pour les projets retenus au titre de la présente décision	Participation maximale de l'Union européenne
Portugal:			
PT/12/07	1 613 500	1 613 500	1 452 150
Total	**1 613 500**	**1 613 500**	**1 452 150**

▼C1

ANNEXE V

PROGRAMMES DE FORMATION ET D'ÉCHANGES

(EUR)

État membre et code du projet	Dépenses prévues dans le programme national complémentaire de contrôle de la pêche	Dépenses pour les projets retenus au titre de la présente décision	Participation maximale de l'Union européenne
Irlande:			
IE/12/07	15 000	0	0
Sous-total	***15 000***	***0***	***0***
Espagne:			
ES/12/16	40 000	0	0
Sous-total	***40 000***	***0***	***0***
Royaume-Uni:			
UK/12/58	2 507	0	0
UK/12/59	14 416	0	0
UK/12/60	1 253	0	0
UK/12/61	877	0	0
UK/12/62	2 507	0	0
UK/12/63	3 384	0	0
UK/12/64	11 282	0	0
UK/12/65	17 549	0	0
UK/12/66	11 282	0	0
UK/12/67	9 401	9 401	8 461
UK/12/68	9 401	0	0
UK/12/69	11 281	0	0
UK/12/70	9 401	9 401	8 461
UK/12/71	9 401	0	0
UK/12/72	12 536	12 536	11 282
Sous-total	***144 030***	***31 338***	***28 204***
Total	**199 030**	**31 338**	**28 204**

▼B

ANNEXE VI

MONTANTS LIÉS À DES PROJETS PILOTES ET À L'ACQUISITION OU À LA MODERNISATION DE NAVIRES ET AÉRONEFS DE PATROUILLE QUI ONT ÉTÉ REJETÉS

(EUR)

Nature de la dépense	Dépenses prévues dans le programme national complémentaire de contrôle de la pêche	Dépenses pour les projets retenus au titre de la présente décision	Participation maximale de l'Union européenne
Projets pilotes:			
Sous-total	***693 523***	0	0
		0	***0***
Navires et aéronefs de patrouille			
Sous-total	***52 392 525***	**0**	**0**
Total	**53 086 048**	**0**	**0**